

Léo Figuères, *Octobre 1917, la Révolution en débat (réflexion sur la Révolution russe et ses suites)*, éd. Le Temps des Cerises, 2 éditions 1998 et 2017

Extrait

Y a-t-il dans l'action de Lénine les germes de stalinisme ?

On a posé fréquemment la question de savoir, si dans les actes et la pensée de Lénine, il n'y avait pas les germes de ce qui devint le stalinisme ? Lénine ne fut évidemment pas Staline. Sans ramener la personnalité de ce dernier à n'être qu'un praticien de la politique, sans connaissance et sans culture comme l'affirmaient certains, il est clair que Lénine avait une tout autre stature politique et humaine. Lénine possédait une connaissance approfondie de l'histoire et des réalités russes et de celle des pays occidentaux où il avait longtemps séjourné.

Il valorisait les problèmes de la philosophie et des sciences de son époque. Il s'était attaché à l'étude des problèmes du développement du capitalisme en Russie et dans les autres pays, en particulier à celui de la question agraire. La connaissance de plusieurs langues lui assurait de larges possibilités de comparaison et de réflexion.

Dans toutes ses analyses politiques et sociales, Lénine ne se contentait pas de références à Marx et à Engels dont il connaissait l'œuvre à fond, il écartait les positions dogmatiques hors du temps, et s'efforçait toujours d'être créatif.

En ce qui concerne certains problèmes, notamment ceux touchant à l'État, à la démocratie dans les conditions du capitalisme et dans celles d'une société socialiste, on trouve dans la réflexion de Lénine quelque chose d'unilatéral qui le conduit à mésestimer l'apport de la révolution bourgeoise et la valeur générale des libertés politiques et de la démocratie. Il existe chez Lénine une contradiction entre l'affirmation, d'un côté, que la démocratie bourgeoise représente une grande conquête humaine, un pas en avant majeur dans les conditions du capitalisme, et d'un autre, qu'elle ne peut pratiquement rien apporter dans les conditions du socialisme.

Avant comme après la révolution de février 1917, le modèle d'État nouveau que Lénine avait en vue fut celui de la Commune de Paris. Les soviets sont pour lui l'adaptation aux conditions de la Russie de l'expérience de la Commune, tenue pour un pouvoir qui, ayant brisé l'ancienne machine d'État au service des exploités se passe de bureaucratie, d'armée et de police permanentes qu'il remplace par une intervention directe des masses populaires.

Un nouveau type d'état, celui des travailleurs, se substitue à celui des classes exploiteuses, car l'État à ses yeux n'est jamais au-dessus des classes, mais au service de celle qui domine la société.

Et il développait aussi l'idée que la dictature du prolétariat doit acheminer vers un ordre social qui se passera d'État et qu'elle constitue en elle-même

la première étape du processus de dépérissement de l'Etat.

Mais entre la vision de l'État dans « l'État et la Révolution », œuvre de l'été 1917, restée inachevée, dans son discours au 1^{er} congrès des soviets de Russie en juin 1917 ou encore dans sa conférence sur ce thème à l'université Sverdlov, en mars 1918, et la réalité de ce que devint rapidement l'État soviétique, il y a, hélas, l'abîme qui sépare la théorie de la pratique. Face à la contre-révolution interne et externe, il fallut bien mettre en place une bureaucratie, une armée, des organes de répression permanents, tout ce que Lénine jugeait à l'opposé de l'exemple communard. Il n'y avait guère d'autre choix.

Et le comble est, qu'il fallut réutiliser bien des cadres civils et militaires de l'ancien État tsariste renversé, baptisés « spécialistes », qui n'avaient eu évidemment aucune espèce de formation démocratique. Au lieu de dépérir, l'État, qui contrôle désormais aussi toute la vie économique, va prendre au contraire de plus en plus de place.

Pour Lénine, les soviets s'inspirant de l'exemple communard sont le pouvoir des larges masses exploitées, et par là-même infiniment plus avancé et démocratique que n'importe quel type de démocratie bourgeoise où les masses sont tenues éloignées de la direction effective des affaires politiques et économiques de la société.

La part de vérité que contient évidemment cette affirmation ne répondait pas pour autant à la question :

quel est le type de démocratie réelle, de contrôle populaire réel sur les dirigeants politiques qui se substituent aux mécanismes de la démocratie dans le cadre bourgeois ?

La position défendue avec continuité par Lénine, de même que par Trotski, Staline et les autres dirigeants bolcheviks, après octobre 1917, contre leurs critiques russes ou étrangers, mencheviks, SR, sociaux-démocrates de toutes nuances se ramène cependant à une simple affirmation déclarative.

Dans la réalité, l'expérience de ce qu'ils nomment la démocratie prolétarienne en Russie, se confond en fait avec la direction d'un parti unique se réclamant du prolétariat, bien que de son propre aveu il n'en représente qu'une faible minorité. Le règlement des principales affaires de la société tend à se réduire progressivement aux seules décisions de ce parti, les soviets eux-mêmes sont mis sur la touche en tant qu'organes réels du pouvoir et expression des volontés populaires.

La période où Lénine admit que la lutte démocratique entre partis se réclamant du socialisme pouvait se poursuivre dans le cadre des soviets fut la période de mars à juillet, puis en septembre 1917, lorsqu'il invitait les partis socialistes non bolcheviks, majoritaires alors dans les soviets, à se saisir de tout le pouvoir en lieu et place du gouvernement provisoire.

Après 1920, les autres formations politiques, dont certains dirigeants s'étaient effectivement compromis avec les armées blanches ou les interventionnistes étrangers, avaient été

dissoutes ou avaient disparu d'elles-mêmes.

Leurs membres ralliés ou non au PCR n'avaient plus que des responsabilités individuelles dans divers organismes du pouvoir d'État.

En 1920 et en 1921, l'autorité acquise par le pouvoir soviétique du fait de ses victoires militaires et de son orientation patriotique face à l'agression polonaise, lui avait valu le ralliement d'un grand nombre d'intellectuels et de chefs militaires de l'ancien régime ce qui représentait un certain élargissement de sa base sociale. Cependant l'usage de la répression, de la violence ou des expulsions à l'étranger perdura.

Dans ces années-là, l'on trouve parfois chez Lénine des accents de violence répressive, des incitations à être plus durs envers les adversaires du pouvoir bolchevik, des critiques à l'égard de décisions de justice qu'il trouve trop favorables aux inculpés de menées antisoviétiques, des appels à « bousculer » les tribunaux et à utiliser des méthodes de justice expéditive.

Il y eut chez lui, dans la période où la lutte pour la survie des soviets fut la plus dure, une sous-estimation des règles de droit afin de juguler les mesures arbitraires des organismes chargés de la répression.

Il est vrai aussi qu'une fois la situation normalisée, **Lénine demanda que soient strictement réduits les pouvoirs des organismes répressifs** afin de ramener leur action à une activité essentiellement politique.

Il ne semble pas cependant que ces dernières propositions aient été

tellement suivies d'effet à l'époque, même si la Tcheka change son nom en Direction politique d'État (Guépéou en russe)¹.

S'il exista dans certains domaines une parenté entre les méthodes préconisées par Lénine en 1918-1922 et celles pratiquées plus tard par Staline, des différences dans ce domaine également, sont cependant considérables.

D'abord, la situation objective elle-même est tout à fait différente. Lénine agissait, entre 1918 et 1922, comme nous venons de le voir, dans les conditions d'une lutte à mort du pouvoir bolchevik avec ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur. Cela n'excuse pas tout, mais cela explique, en partie, la volonté de sauvegarder à tout prix ce pouvoir bolchevik, les orientations qui furent les siennes à cette époque².

À la fin des années vingt et durant les années trente, même si l'on fait entrer en ligne de compte l'apparition du danger fasciste, Staline agissait alors qu'aucun péril immédiat ne pesait désormais sur la République soviétique. Les mesures de répression n'étaient plus utilisées pour sauvegarder un État engagé dans une guerre acharnée, elles étaient devenues une pratique permanente de gouvernement.

1 - Par exemple le 20 octobre 1922, Lénine demande de renforcer la répression contre « les commis politiques et les agents de la bourgeoisie » spécialement les mencheviks et les SR. Il propose aussi « des procès exemplaires et éducatifs ». (Œuvres, tome 45, p. 457).

Ailleurs, il propose d'accroître la rigueur et la rapidité des tribunaux et de combattre le banditisme en rétablissant la loi martiale et les fusillades sur place (note du 28/12/1922, Œuvres, tome 45, p. 457).

En 1922, Lénine entend par contre limiter les pouvoirs de la Commission extraordinaire, la Tcheka, « À mesure que les échanges se développent, devient plus pressant de lancer le mot d'ordre d'une plus grande légalité révolutionnaire et plus se rétrécit la sphère d'activité de l'institution qui riposte à chaque coup des comploteurs. » Rapport au IX^e congrès des soviets, décembre 1922, (Œuvres, tome 33, p. 178).

2 - *Lucide, Lénine se rendait compte des terribles conséquences de cette lutte à mort. Il dira dans son dernier discours public, le 20 novembre 1922 « Nous vivons dans un État à tel point détruit par la guerre, à tel point dévié de tout chemin tant soit peu normal » ... « que dans les conditions qui étaient les nôtres jusqu'à présent, nous n'avions pas le temps d'examiner si nous n'allions pas briser quelque chose en trop, nous n'avions pas le temps d'examiner s'il n'y aurait pas trop de victimes...C'était une lutte à mort contre le vieil ordre social contre lequel nous luttons pour nous forger notre droit à l'existence et au développement pacifique ... à cause d'eux (les armées blanches et les interventionnistes, LF) nous avons perdu toutes sortes de richesses et la richesse principale, la vie humaine dans des proportions incroyables. (Œuvres, tome 39, p. 451).*

Lénine savait au surplus reconnaître ouvertement, publiquement et de façon systématique les erreurs et les faux pas de son gouvernement, de son parti et les siennes propres, il n'hésitait pas à en proposer la correction parfois par un complet changement de cap, comme ce fut le cas lors du lancement de la NEP.

Lénine attachait le plus grand prix aux relations vivantes de son parti

avec les masses ouvrières et paysannes, particulièrement avec ces dernières, bousculées, massacrées et appauvries durant la guerre civile. Il considérait que ces relations étaient la condition de la survie du nouveau régime.

Le danger de la bureaucratisation par étapes d'un pouvoir exercé sans partage par un seul parti ne lui avait pas échappé, et pas seulement à la veille de sa mort.

Lénine s'imposait à son parti et à la société, non par la crainte qu'il faisait régner sur les gens, mais par une autorité personnelle réelle parmi les communistes et dans le pays.

Hélène Carrère d'Encausse, elle-même, peu portée à épargner les dirigeants bolcheviks, comparant la personnalité de Lénine à celle de ses successeurs, de Staline à Gorbatchev, admet que **« Lénine a été véritablement le dirigeant charismatique de l'URSS, hors de toute volonté de pouvoir personnel et en s'efforçant même de dépersonnaliser le pouvoir »³.**

3 - *Hélène Carrère d'Encausse « Le pouvoir confisqué » 1985, Paris, Edition livre de poche, p. 133.*

Cela ne l'empêchait pas d'être le leader reconnu du PCR en même temps que celui de l'État et de l'Internationale. Il le devait à sa grande expérience de fondateur du bolchevisme, à ses intuitions justifiées en octobre 1917, au moment du traité de Brest-litovsk ou de la NEP, intuitions non dépourvues d'un solide volontarisme que ne suivaient pas toujours nombre de ses camarades.

Cette autorité, s'il l'utilisait quand il polémiquait durement avec les adversaires de ses thèses à l'intérieur ou à l'extérieur du parti, ne le poussait pas, quand il s'agissait de ce dernier à écraser ceux qui le contredisaient, à les écarter des postes dirigeants et à plus forte raison à les réprimer, comme ce fut le cas de Staline.

Des désaccords sérieux l'avaient opposé à plusieurs reprises à Trotski, à Staline, à Zinoviev, à Kamenev, à Boukharine et à bien d'autres mais il réussit à les garder auprès de lui et à les faire travailler ensemble pour la cause à laquelle il tenait. Tous eurent de son vivant les positions dirigeantes les plus élevées sans qu'on leur reproche les désaccords qu'ils avaient pu avoir avec Lénine durant la guerre, en octobre 1917 ou lors des discussions de Brest-Litovsk. Conscient que les communistes dirigeaient un pays dont ils ne constituaient qu'une petite minorité de la population, la ligne de Lénine fut de ne se priver du concours d'aucun communiste et de les conserver tous quel que fût l'âpreté des débats qui les avaient opposés. S'il critiqua sévèrement Trotski et Staline, et plus particulièrement ce dernier, c'était pour souligner qu'il s'agissait des deux dirigeants les plus capables et que de leur collaboration dépendait l'unité du Parti⁴.

⁴ - Rappelons à ce sujet les termes de l'appréciation de Lénine : « Notre Parti s'appuie sur deux classes ; aussi sa dislocation serait-elle possible et sa chute inévitable si l'accord ne pouvait se faire entre ces deux classes. Dans cette éventualité, il

serait vain de prendre telles ou telles mesures ou de discourir en général sur la cohésion de notre Comité central. Aucune mesure ne sera capable en ce cas de prévenir la scission. J'espère cependant que c'est un avenir trop éloigné et un évènement trop invraisemblable pour qu'il faille en parler.

Je veux parler de la cohésion en tant que garantie contre la scission dans un proche avenir, et je me propose d'analyser ici une série de considérations d'ordre purement personnel.

J'estime que, sous ce rapport, le point essentiel dans le problème de la cohésion c'est l'existence de membres du Comité central tels que Staline et Trotski. Les rapports entre eux constituent à mon sens le principal danger de cette scission qui pourrait être évitée, ce à quoi devrait entre autres servir, à mon avis, un accroissement de l'effectif du Comité central, porté à 50 membres ou 100 membres.

Le camarade Staline, devenu secrétaire général a concentré entre ses mains un pouvoir illimité et je ne suis sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de circonspection. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà montré sa lutte contre le Comité central dans la question du commissariat du peuple des voies de communication, ne se fait pas remarquer seulement par des capacités éminentes. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel Comité central, mais il pêche par excès d'assurance et par engouement exagéré pour le côté administratif des choses.

Ces deux qualités des deux chefs éminents du Comité central actuel seraient capables d'amener incidemment la division et, si notre Parti ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y opposer, la scission peut se faire sans qu'on s'y attende ».

Le 4 janvier 1923, Lénine dicta le complément suivant à sa lettre du 24 décembre 1922 : « Staline est trop brutal et ce défaut parfaitement tolérable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades

d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. Ces traits peuvent sembler n'être qu'un infime détail. Mais, à mon sens, pour nous préserver de la scission et en tenant compte de ce que j'ai écrit plus haut sur les rapports de Staline et de Trotski, ce n'est pas un détail, ou bien c'en est un qui peut prendre une importance décisive ». (Œuvres, tome 36, p. 606/608).

La maladie qui le paralysa totalement en 1923, puis sa mort prématurée le 21 janvier 1924, furent des coups durs pour la révolution soviétique. De même qu'il avait tenu

une place décisive dans l'organisation d'Octobre 1917 puis dans le tournant audacieux de la NEP, en 1921, il aurait pu trouver une solution au problème politique, celui de la relation entre le socialisme soviétique et la démocratie, problème essentiel qui resta irrésolu. Ses dernières réflexions et écrits, et en particulier, l'insistance mise à dénoncer le bureaucratisme, lié au caractère arriéré de la Russie, peuvent le laisser à penser. En tout cas, s'il y avait eu un tournant à accomplir dans ce domaine aussi, qui se serait heurté à des résistances dans son propre parti, il était bien le seul parmi les dirigeants bolcheviks à pouvoir l'énoncer et l'imposer.

Le maintien sous sa direction d'une vie démocratique, d'un débat permanent au sein du Parti, était d'ailleurs le meilleur moyen d'en conserver la possibilité. Après sa mort, l'anéantissement progressif du débat entre les communistes, interdit toute réflexion et, à fortiori, toute mesure d'organisation de la vie démocratique dans la société soviétique.

On verra que cette situation d'exception qui aurait dû être temporaire, mais deviendra la règle définitive, sera la source de nouvelles et sérieuses difficultés...

Léo Figuères, extrait de *Octobre 1917, la Révolution en débat (réflexion sur la Révolution russe et ses suites)*, éd. Le Temps des Cerises, 2 éditions, 1998 et 2017